

La France cherche à trouver une unité autour de la Pac après le Brexit

© 30/08/2016 |  Terre-net Média

Paris, 30 août 2016 (AFP) - En pleine crise agricole, le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a convié ses homologues européens pour chercher des positions communes pour la prochaine Politique agricole commune (PAC), alors même que l'Union européenne (UE) est chahutée par le Brexit.

La PAC « est une des **politiques de solidarité** qui existent à l'échelle européenne aujourd'hui, et je pense qu'on a besoin, après le Brexit, de favoriser ces moments d'échanges pour renforcer la coopération. On a besoin de resserrer les rangs à un moment où le projet européen est plus que chahuté », explique à l'AFP le ministre. Invités après l'annonce de la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, une vingtaine de ministres de l'Agriculture européens seront présents, vendredi, au château de Chambord, pour réfléchir à la prochaine Politique agricole commune (PAC) 2020/25.

Selon M. Le Foll, « c'est très bien que le ministre polonais vienne » à cette réunion, compte tenu des questions que se pose Varsovie sur sa place dans l'UE. La France et la Pologne, comme plusieurs autres pays européens, ont des positions communes à défendre dans le domaine de l'agriculture : **instruments de stabilisation des marchés ou systèmes assurantiels** pour les agriculteurs. La Pologne estime ainsi que « la gestion de la situation sur les marchés agricoles restera un objectif important de la PAC et que des actions de stabilisation devraient être réalisées efficacement au niveau de l'UE », indique le ministère polonais de l'Agriculture. En effet, comment l'agriculture européenne va-t-elle faire face à « une volatilité très forte, une confrontation aux aléas climatiques et sanitaires du plus en plus fréquente. Il faudrait qu'une partie de cette politique agricole puisse être aussi utile pour développer des systèmes d'épargne de précaution, de mutualisation de ces risques », assure M. Le Foll. « Lorsque les marchés dérapent, il faut des balises et des outils de gestion de la production », renchérit le ministre belge de l'Agriculture, tout comme son homologue tchèque qui se dit favorable à « des mesures visant à stabiliser les marchés agricoles ».

Profonds différends

Mais, si un certain consensus se dégage sur la mise au point d'**outils européens contre la volatilité des marchés**, de profonds différends subsistent sur la question de la réduction volontaire de la production agricole, alors même que la surproduction européenne de lait cause une chute des prix dramatique pour les éleveurs. Si la France ou la Pologne regrettent la fin des quotas laitiers, pour l'Allemagne, « l'évolution vers plus de mécanismes de marché doit être maintenue. Le gouvernement allemand rejette l'idée de nouveaux mécanismes étatiques de contrôle des volumes de production », tranche un porte-parole du ministère de l'Agriculture. « Après plus de 30 ans de quotas laitiers, un retour vers un régime de contingentement de la production du lait n'est pas une option souhaitable ni réaliste », dit également le ministère de l'agriculture luxembourgeois.

Cette réunion étant informelle, le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan n'y participera pas. En revanche, il se rendra à Cork (Irlande) les 5 et 6 septembre pour parler de développement rural, une visite qui pourrait aboutir à une « deuxième déclaration de Cork », une étape importante pour la vision de l'avenir de la PAC.

Par ailleurs, jeudi, la FNSEA, principal syndicat agricole français, tiendra un meeting à Lamotte-Beuvron, à une cinquantaine de kilomètres de Chambord, notamment pour évoquer les sujets qu'il compte soumettre aux candidats lors de la prochaine élection présidentielle française. Concernant la Pac, le syndicat qui demande également un **système d'assurance européen** pour diminuer les excès de la volatilité estime que pour réussir à équilibrer les volumes produits à la demande, « on doit privilégier un fonctionnement contractuel entre producteurs et entreprises qui intègre la problématique volume/prix », a déclaré son secrétaire général Dominique Barrau.